

# Ces ALE qui commencent à nourrir la polémique !

La Commission juridique, fiscale et sociale de la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc vient d'organiser une rencontre autour des accords de libre-échange. Avec des indicateurs au rouge, notamment une balance commerciale déficitaire et un solde négatif, le Maroc n'a pas été avantagé par les ALE qu'il a signés avec 55 pays. Le Royaume a décidé de geler temporairement la signature d'éventuels accords, dans l'attente d'une meilleure visibilité.

Le processus d'ouverture économique et de libéralisation des échanges entamé par le Maroc depuis plus de deux décennies continue de susciter le débat. La signature des différents accords de libre-échange est une thématique de plus en plus controversée et contestée notamment par la classe entrepreneuriale qui dénonce une inégalité et un déséquilibre qui profite plutôt à nos partenaires. Les opérateurs marocains ne cessent de clamer une révision urgente de ces accords qui fragilisent le tissu industriel et pénalisent l'économie nationale. C'est sur ce sujet d'actualité, qui ne cesse de susciter des interrogations de la part des entrepreneurs, que la Commission juridique, fiscale et sociale de la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc (CFCIM) a choisi de boucler le cycle des rencontres de l'année 2014. Organisée sous le thème «*Les accords de libre-échange : quel bilan et quelles perspectives pour les entreprises marocaines ?*», cette rencontre qui a rassemblé instances publiques et secteur privé a été l'occasion de revenir sur la situation actuelle des échanges commerciaux avec 55 pays qui sont en libre échange avec le Maroc. Des indicateurs au rouge, un bilan déficitaire et un solde négatif commercial résumant une situation alarmante qui pèse de plus en plus sur l'économie marocaine.

### Les ALE dans la ligne de mire

A la lecture de l'évolution des échanges commerciaux durant les dernières années, on constate que ces accords ont accentué

l'écart entre les exportations et les importations qui n'évoluent pas à la même cadence. Retrouver l'équilibre des échanges commerciaux est un objectif difficile à atteindre, du moins pas à moyen terme. Avec l'Union Européenne, le déficit commercial a été multiplié par 7 au détriment du Maroc passant de 12,75 Mds de DH en 2000 à 78 Mds de DH en 2013. Et la balance commerciale négative avec l'UE est loin d'être un cas isolé puisque le pays accumule les déficits avec tous ses partenaires commerciaux.

Dans le cadre de l'Accord d'Agadir qui regroupe l'Egypte, la Jordanie, la Tunisie et le Maroc, entré en vigueur en 2007, le déficit commercial a doublé entre 2005 et 2013 passant de moins de 2 Mds de DH à 4 Mds de DH. Les importations ont connu une évolution sans précédent de 2,6 Mds de DH en 2005 à 6,1 Mds de DH en 2013 alors que les exportations ont à peine franchi la barre des 4 Mds de DH.

Certes le volume de ces échanges n'est pas aussi important comparativement à celui de l'UE, mais il remet encore une fois en question la politique des échanges extérieurs, notamment au niveau des exportations, puisque les conditions d'accès à ces marchés ne sont pas aussi rigides que celles de l'Europe ou encore des Etats-Unis. A noter également que malgré l'instabilité politique et économique que la Tunisie et l'Egypte ont connue depuis le déclenchement du printemps arabe, leurs exportations ont maintenu leur niveau de croissance.

Souad Bennani, Chef de la division Europe-Amérique au sein du ministère chargé du Commerce



Les opérateurs marocains ne cessent de clamer une révision urgente de ces différents ALE.

extérieur, rappelle que le déficit commercial n'est pas attribué uniquement à la politique d'ouverture suivie par le Royaume, mais il est également imputé aux problèmes de compétitivité tissu industriel national.

Il faut donc voir la réalité en face et admettre que nos produits n'arrivent pas à rivaliser avec leurs principaux concurrents, à savoir les produits chinois, turcs, voire même égyptiens et tunisiens.

Certes, l'industrie est pénalisée en partie par la hausse des coûts de facteurs importants notamment de l'énergie, des intrants..., mais cela ne justifie pas l'écart important entre les importations et les produits exportés.

«*Si les objectifs escomptés des ALE n'ont pas été entièrement atteints (croissance, équilibres macroéconomiques, développement humain), c'est à cause du déficit de cohérence entre la politique de production et la politique commerciale (stratégies sectorielles/accords de libre-échange)*», souligne Majida Lrhezziou, Chef de la Division de la coopération

internationale, administration des Douanes et impôts indirects.

En effet, le tissu économique marocain, constitué à 95% de PME et TPE, est incapable aujourd'hui de répondre aux besoins des grands marchés notamment celui des Etats Unis avec plus de 300 millions de consommateurs ni sur le plan quantitatif, ni qualitatif.

### Comment sortir de cette impasse ?

L'économie marocaine est défavorisée par des accords qui ne profitent qu'à nos partenaires. D'autant plus que pour des raisons politiques et économiques, le Maroc ne peut ni résilier et encore moins demander une révision de ces ALE.

Aujourd'hui et face à la réalité des chiffres, le Maroc a décidé de geler temporairement la signature d'éventuels accords. Une nouvelle approche en matière de négociations des accords de libre-échange vient d'être adoptée par le gouvernement visant à mieux préparer notre économie.

«*La signature de tout accord sera précédée par l'élaboration préalable d'étude d'impact économique, des études d'accompagnement, des négociations ainsi qu'une concertation institutionnalisée continue avec les représentants du secteur public, du secteur privé et de la société civile*», explique Souad Bennani.

C'est d'ailleurs dans cette approche que le Maroc a demandé le report du 5ème round des négociations de l'Accord de libre échange complet et approfondi (ALECA) Maroc-UE. Également dans le pipe le projet d'ALE avec le Canada. Dans cette optique, Majida Lrhezziou souligne que les pays qui profitent le mieux dans le cadre des accords libre-échange sont ceux qui ajoutent plus de valeur à leur pays et non ceux qui se limitent à exporter ; ceux qui savent importer des biens intermédiaires de bonne qualité et à de bons prix et ceux qui participent amplement aux chaînes de valeurs mondiales. ■

L. Boumahrou